LES ANTÉCÉDENTS DIPLOMATIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT DES PÈRES BLANCS AU SOUDAN

par Leonhard Harding, P.B.

A la fin de 1894, la première caravane de Pères Blancs a pris le bateau pour Dakar. Les Pères voulaient suivre le trajet des troupes coloniales pour aboutir à Tombouctou, ville prestigieuse de l'Islam qui n'avait pu être atteinte par le Sahara. Ce départ qui, dans l'esprit des missionnaires, n'avait qu'un but apostolique, provoqua une intense activité politique et devint même un *fait politique*.

I. La nouvelle délimitation des diocèses en Afrique du Nord

La congrégation de la Propagande avait procédé à une nouvelle délimitation des juridictions ecclésiastiques en Afrique du Nord en précisant les limites-nord du vicariat apostolique du Sahara. Certaines parties des diocèses algériens y furent rattachées¹. Cette mesure n'était pas sans revêtir un caractère politique immédiat. Le gouvernement français, non consulté, réagit de façon nette et indignée². Les régions d'Aïn-Sefra et du Mزاب étaient placées sous administration directe et étaient, à ce titre, considérées comme territoire français. Les détacher de l'organisation ecclésiastique des diocèses existants était une ingérence d'autant plus intolérable que ses conséquences pouvaient mettre en question l'autorité française³.

Le document pontifical aggrava, en outre, un malaise existant à Paris au sujet des Pères Blancs. Depuis la mort du cardinal Lavigerie en novembre 1892, ceux-ci étaient dépourvus d'une direction aux visées politiques conformes à l'optique gouvernementale. Cette congrégation dans laquelle le titulaire du vicariat apostolique du Sahara devait

¹ Sacrae Congregationis de Propaganda Fide Decretum (15-7-1893). Texte dans: *Chronique trimestrielle de la Société des Missionnaires d'Afrique*, n. 64 (Alger, oct. 1894), p. 508—509. Selon ce document, la frontière du vicariat apostolique du Sahara passait au nord des régions du Mزاب et d'Aïn-Sefra.

² L'ambassadeur français près du Saint-Siège présenta les réserves de son gouvernement au cardinal-secrétaire de la Chancellerie d'Etat et fit remarquer que les régions contestées devraient être rattachées aux diocèses algériens. Ambassadeur français Vatican à Min. affaires étrangères (Rome, 19-4-1894). Archives du Ministère des affaires étrangères. Correspondance politique, Saint-Siège, t. 1116, 1894 (pièce 65—66). — Nous citerons ces archives: Archives A. E.

³ Par le concordat le gouvernement français avait moins de possibilités d'intervenir dans la direction des vicariats apostoliques que dans celle des diocèses de France, les diocèses algériens faisant partie intégrante du territoire. Cette question s'avérait capitale dans la nomination aux charges épiscopales.

normalement être choisi, n'offrait plus les garanties politiques voulues; elle pouvait même perdre son caractère français et proposer un étranger à la charge de vicaire apostolique. Cette éventualité prit des dimensions inquiétantes par le décret de la Propagande qui rendait possible, en principe, que des territoires français soient placés sous l'autorité spirituelle d'un non-français. Or, dans le contexte colonial de l'époque, cette possibilité était inacceptable⁴.

C'est contre cette éventualité que le Gouverneur Général de l'Algérie voulait provoquer une réaction du gouvernement français. Il fit une analyse détaillée de la situation politique après le décret de la Propagande⁵ et jugea insuffisant que le gouvernement formulât des réserves auprès du Vatican. Il aurait désiré obtenir des garanties au sujet du choix des personnes⁶. La première impulsion pour une vaste action diplomatique était ainsi donnée. Le ministre des affaires étrangères comprit les dangers de la situation et, par son représentant au Vatican, fit sonder le terrain en vue de pourparlers avec la Chancellerie d'Etat. L'ambassadeur répondit:

«Il ne serait pas impossible d'obtenir une solution... Mais en retour, nous devrions nous engager à allouer à ce supérieur ecclésiastique une certaine somme qui constituerait, en quelque sorte, la dotation que le droit canonique a toujours considérée comme le titre principal d'un patronat⁷.»

Il y avait donc des possibilités d'arriver à un accord avec Rome. Il fallait les saisir. Le ministre esquissa une stratégie et en informa son collègue du Département des colonies:

«Il serait utile, et ne serait peut-être pas impossible d'obtenir du Saint-Siège l'assurance que le titulaire du vicariat du Sahara serait toujours choisi parmi les religieux français.»

Le prix à payer consisterait dans une allocation à fournir à ce prélat. Le ministre demanda à son collègue s'il était prêt à se charger de la moitié de cette somme; l'autre moitié ayant été inscrite au budget de l'Algérie, également intéressée à l'affaire:

⁴ C'est ce qu'on fit comprendre à Mgr Toulotte lors d'une audience près du Ministre des Affaires Etrangères: «Il a très bien compris que des intérêts supérieurs nous obligent à désirer que les territoires qui sont placés sous notre administration directe ne puissent en aucun cas relever, dans un avenir quelconque, d'une autorité religieuse étrangère, et qu'il serait dès lors à souhaiter qu'ils soient rattachés aux diocèses algériens.» Min. A. E. à ambassadeur français Vatican (Paris, 11-6-1894). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1117, 1894 (pièce 53).

⁵ Rapport du gouverneur général de l'Algérie (Alger, 15-11-1893). Le texte de ce rapport n'a pu être retrouvé. Il y est fait allusion à plusieurs reprises, cependant.

⁶ Min. A. E. à ambassadeur français Vatican (Paris, 11-6-1894). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1117, 1894 (pièce 53).

⁷ Ambassadeur français Vatican à Min. A. E. (Rome, 19-6-1894). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1117, 1894 (pièce 91-94).

«Le fait que le domaine d'action des Pères Blancs s'étend également sur des régions ressortissant à votre administration paraît établir l'intérêt que le Ministère des Colonies aurait, de son côté, à ce que la combinaison projetée pût aboutir⁸.»

Si le Ministre des Colonies entrait dans ses vues, il ferait procéder sans tarder aux négociations avec la Curie. M. Delcassé lui répondit :

«Je partage entièrement votre manière de voir et à mon avis il convient d'agir afin que notre politique dans le Nord de l'Afrique ne rencontre pas d'obstacle de la part de religieux dont l'influence est indésirable⁹.»

On ne pouvait exprimer plus clairement le point de vue d'un gouvernement qui n'avait pas encore assuré de façon définitive la conquête de l'Ouest-Africain¹⁰. — Paris tenait donc avant tout à s'assurer la collaboration — voire la loyauté politique — du supérieur ecclésiastique, ce qui dans la situation donnée était compréhensible sinon nécessaire. L'action du vicaire apostolique avait nécessairement des répercussions politiques. Un titulaire étranger était, dès lors, inacceptable, à l'époque des grandes rivalités coloniales. — Ainsi se dessinait un plan d'action dont l'aboutissement était de grande importance pour la France. Il avait trouvé son origine dans la mort de Lavigerie et ses conséquences présumées pour les Pères Blancs et le poste de vicaire apostolique du Sahara. Par la nouvelle délimitation des territoires cette charge ecclésiastique avait été placée au centre d'intérêts politiques prononcés. La demande des Pères Blancs de pouvoir s'établir au Soudan, intervenue pendant l'élaboration de ce plan d'action¹¹, devait en hâter l'avènement et aider à le préciser.

Il y avait cependant un autre aspect de la question qui aurait pu rassurer les milieux gouvernementaux de Paris : la nouvelle délimitation ecclésiastique offrait à l'Etat la possibilité d'intervenir dans l'administration religieuse du Sahara et même du Soudan¹².

⁸ Min. A. E. à Min. Col. (Paris, 27-7-1894). Archives Nationales section outremer (ANSOM), Afrique VI, 122a.

⁹ Min Col, à Min. A. E. (Paris, 29-8-1894). ANSOM Afrique VI, 122a.

¹⁰ Pour cette raison et dans cette optique les Pères Blancs s'empressèrent de rassurer le gouvernement sur leur position dans la question de la nationalité : «Nous n'avons jamais pensé qu'il en pouvait être autrement.» Toulotte à Min. Col. (Paris, 13-8-1894). ANSOM, Soudan X, 5.

¹¹ Le projet de Mgr Toulotte était connu avant sa présentation officielle au Ministre des Colonies, le 8-6-1894. Ceci résulte d'une lettre de l'ambassadeur français au Vatican, dans laquelle celui-ci en parle comme d'une affaire connue. Ambassadeur français Vatican à Min. A. E. (Rome, 9-6-1894). Archives A. E., Corr. pol., Saint-Siège, 1117, 1894 (pièce 39).

¹² «M. Jules Cambon signale le parti que nous pourrions tirer, à l'occasion, de ce fait que la circonscription du Vicariat comprendra des territoires relevant directement de notre autorité. Ainsi nous est réservée pour l'avenir une raison d'intervenir dans l'administration religieuse du Sahara et un moyen d'action très efficace sur la mission qui y sera installée.» Min. A. E. à Ambassadeur français Vatican (Paris, 28-7-1894). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1117, 1894 (pièce 250—251).

II. Le plan des Pères Blancs

Quand les Pères Blancs, au cours de l'année 1894, manifestèrent l'intention de pénétrer à l'intérieur de l'Afrique Occidentale, cet objectif ne parut pas nouveau. Deux caravanes avaient déjà essayé d'atteindre la ville de Tombouctou par le Sahara, sans y réussir cependant¹³. Depuis lors, la situation politique avait changé; les troupes coloniales françaises avaient pris Tombouctou en 1893; la conquête totale du Soudan s'annonçait prochaine. L'accès de la boucle du Niger était devenu possible pour qui suivait le chemin des troupes coloniales.

Mgr Toulotte, vicaire apostolique du Sahara et du Soudan¹⁴, voulant profiter de cet état de choses pour envoyer les premiers missionnaires dans ce pays, demanda officiellement autorisation et soutien au gouvernement français¹⁵. Sans cette aide morale et matérielle son projet était irréalisable, vues les distances énormes, les conditions climatiques et la situation politique du pays. Aussi proposa-t-il son projet en des termes d'un patriotisme distingué, seul langage pouvant appuyer sa demande. Selon ses paroles, le but de l'activité missionnaire au Soudan devait être de «faciliter l'œuvre de la conquête en lui prêtant son pacifique secours» et de «travailler par le Sud à la pénétration du Sahara¹⁶».

III. Les intérêts du gouvernement français

Ce projet fut accueilli par le gouvernement avec quelque hésitation. Dans la situation concrète il avait une grande portée politique: l'extension du champ d'action des Pères Blancs depuis l'Algérie, à travers le Sahara jusque dans toute la vallée du Niger pouvait servir les intérêts de la France, à condition que cette congrégation religieuse gardât son caractère français. Or, la mort de leur fondateur et le récent décret de la Propagande avaient alerté les milieux gouvernementaux. La première réaction de Paris fut donc d'informer le gouverneur Grodet, premier gouverneur civil du Soudan, et le gouverneur général de l'Algérie, M. Jules Cambon, de la demande des Pères Blancs. La réponse de M. Grodet fut négative¹⁷.

¹³ La première, partie d'Ouargla en décembre 1875, avait été massacrée en janvier 1876, à El-Moksa; le même sort était subi par la deuxième, en décembre 1881.

¹⁴ Le vicariat apostolique du Sahara et du Soudan fut érigé par décret de la Propagande du 14-12-1890.

¹⁵ Mgr Toulotte se réfère au plan de pénétration du cardinal Lavigerie, rendu possible par l'avance des troupes. Il demande des passages gratuits pour ses missionnaires et rassure le gouvernement du patriotisme de ses collaborateurs. Toulotte à Min. Col. (Paris, 8-6-1894). ANSOM, Soudan X, 5.

¹⁶ *ibidem*

¹⁷ «J'ai l'honneur de vous répondre, en toute franchise, que je ne vois pas quels services les Pères Blancs rendraient au Gouvernement de cette Colonie. Ils ne

Le ministre des colonies, Delcassé, tout en partageant cette façon de voir¹⁸, avait dû se rendre aux arguments de son collègue du Quai d'Orsay. Celui-ci, entre-temps, avait pris position pour l'installation d'une mission catholique au Soudan, parce que cela s'imposait politiquement. Le gouverneur général de l'Algérie avait signalé que l'installation des Pères Blancs à Tombouctou et au Soudan aurait de grands avantages pour la France et surtout pour l'Algérie :

«Il importe que le gouvernement favorise le projet des Pères Blancs. Les populations qui habitent Tombouctou ou qui ont des relations commerciales avec cette région, sont les mêmes que celles qui fréquentent nos postes de l'extrême sud algérien, et l'intérêt de notre domination dans le Sahara exige que nous aidions à tout ce qui peut développer, sous notre égide, les communications et les correspondances au travers du grand désert. — Je ne doute pas que si les mêmes missionnaires se trouvent à Tombouctou, à Ouargla et à El Goléa, il ne s'établisse plus aisément des liens entre leurs maisons, que si elles étaient entre des mains différentes. Je crois donc devoir appeler votre attention sur le côté de la question dont nous a entretenu notre ambassadeur à Rome, et j'estime que notre influence dans l'Afrique du Nord ne pourrait que grandir par l'établissement des Pères Blancs dans la vallée du Niger¹⁹.»

A ces raisons d'ordre politique, M. Cambon ajouta encore une remarque sur la plus grande adaptation des Pères Blancs à un travail en milieu musulman²⁰. Cette lettre exprimait une double option : elle prit position pour l'établissement d'une mission au Soudan et elle se prononça

pourraient que nous créer des difficultés, car, n'ayant aucun moyen de transport et de construction, ils réclameront pour leurs établissements un concours matériel qui sera pour nous une source de nouvelles dépenses et entraînera des retards dans l'installation de nos officiers et de nos fonctionnaires, déjà éprouvés par le climat... Les Pères du St-Esprit constituent déjà pour nous une lourde charge et ils ne rendent pas de services appréciables. Ils n'ont point acquis la moindre influence dans le pays.» Gouverneur Soudan à Min. Col. (Kayes, 30-8-1894). ANSOM, Soudan X, 5.

¹⁸ Dans sa réponse à M. Grodet, il lui avait confié qu'il n'aurait pas insisté si le Département de l'Extérieur n'était pas intervenu. Min. Col. à Gouverneur Soudan (Paris, 17-10-1894). ANSOM, Soudan X, 5. — Dans sa réponse à Mgr Toulotte, il avait pourtant remarqué : «Le projet dont vous m'entretenez me paraît mériter toute l'attention et la sympathie de mon département qui serait heureux de pouvoir en faciliter le succès.» Min. Col. à Toulotte (Paris, 30-6-1894). Archives de la Maison généralice des Pères Blancs, Rome. C. 11. A. «Autorités civiles».

¹⁹ Gouverneur général Algérie à Min. A. E. (Alger, 4-7-1894). ANSOM, Afrique VI, 122a.

²⁰ «Pour moi, je ne saurais trop approuver les intentions manifestées par Mgr Toulotte. Les Pères Blancs ont déjà de nombreuses relations avec le Sahara; ils sont connus des populations nomades; ils ont été créés pour elles; leur costume, leurs règles, le caractère particulier de leur ordre qui s'abstient de toute propagande, mais qui ouvre des maisons hospitalières aux malades et aux voyageurs, leur donne une grande autorité morale sur les indigènes et ils ont été souvent pour moi des auxiliaires précieux.» Gouverneur Général Algérie à Min. A. E. (Alger, 4-7-1894). ANSOM, Afrique VI, 122a.

pour l'attribution de ce territoire aux Pères Blancs. Elle fut décisive pour la position que le gouvernement adopta dans la question.

Un autre facteur avait pris de l'importance: un différend opposait les Pères Blancs aux Pères du Saint-Esprit, les deux réclamant le territoire de Tombouctou²¹. M. Cambon se prononça en faveur des Pères Blancs, parce que, dans son optique algérienne, leur présence en Algérie, en Tunisie, au Sahara et au Sud du grand désert ne pouvait que servir les plans politiques de la France et contribuer à l'unification des possessions coloniales françaises.

Le Ministre des Affaires Etrangères se rallia à cette optique et recommanda à son tour l'attribution du Soudan aux Pères Blancs. Il envisagea même de faire intervenir son ambassadeur auprès du St-Siège en leur faveur, d'autant plus que le Secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Rampolla, penchait, lui aussi, vers cette solution²². Se ranger de son côté pourrait, éventuellement, rendre service à l'avenir²³.

La première réaction de Paris à la demande formulée par les Pères Blancs avait donc révélé les intérêts fort divers des différentes parties. Les intérêts français réclamaient une délimitation des frontières diocésaines entre l'Algérie et le Sahara conforme aux intérêts politiques de la France, à son droit de regard et d'intervention et à ses vues politiques d'ensemble; ils exigeaient ensuite une clause nationale, de sorte que le supérieur ecclésiastique du Vicariat Apostolique du Sahara et du Soudan soit toujours de nationalité française; la France ne pouvait tolérer que sa politique soit contrariée éventuellement par un ecclésiastique appartenant à une nation étrangère. Cette éventualité s'était pourtant révélée possible à la suite du document de la Propagande. Fi-

²¹ Un décret du 14-12-1890 avait délimité le nouveau vicariat apostolique du Sahara et Soudan. Son interprétation prêtait cependant à équivoque. — L'ambassadeur de la France au Vatican rendit compte d'une visite de Mgr Toulotte au Saint-Siège. Elle aurait eu pour but de solliciter le soutien de Rome pour une mission des Pères Blancs à Tombouctou. Le préfet de la Propagande serait entré dans les vues de Mgr Toulotte. Ambassadeur français Vatican à Min. A. E. (Rome, 9-6-1894). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1117, 1894 (pièce 39). — A cette époque, les Pères du St-Esprit avaient déjà deux postes de mission au Soudan: à Kita et à Dinguira. Ils s'occupaient, en outre, de l'hôpital militaire de Kayes.

²² Une lettre adressée par le Quai d'Orsay au Ministre des Colonies rend compte des pourparlers de Mgr Toulotte avec le Vatican; c'est alors que le Ministre de l'Extérieur parle d'une intervention éventuelle de son représentant, intervention qui dépendrait de la participation du Ministère des Colonies à l'allocation à fournir au vicaire apostolique. Min. A. E. à Min. Col. (Paris, 21-8-1894) ANSOM, Afrique VI, 122a.

²³ La question fut finalement tranchée par un décret de la Propagande en date du 28 septembre 1894, attribuant toute la vallée du Niger au vicariat apostolique du Sahara. Texte dans: *Chronique trimestrielle de la Société des Missionnaires d'Afrique*, n. 64 (Alger, oct. 1894), p. 509.

nalement, les intérêts français demandaient que la direction du travail missionnaire dans la nouvelle Colonie soit confiée aux Pères Blancs, collaborateurs connus et mieux adaptés.

IV. Les visées du Vatican

Les intérêts du Vatican exigeaient pareillement une délimitation diocésaine conforme aux objectifs de l'Église et, d'autre part, l'envoi prochain de missionnaires dans le Soudan français. Les deux questions ne pouvaient se régler que d'accord avec la France, détentrice du pouvoir dans les territoires en question. Mais pour pourvoir mieux à ses intérêts propres, le Vatican pouvait exercer une pression sur la France en vue de certaines concessions qui faciliteraient l'action missionnaire. Que le Vatican, dans cette situation, ait majoré ses exigences pour obtenir des concessions plus larges du gouvernement français, est une hypothèse, qui ne pourra, cependant, être prouvée que le jour où les archives du Vatican seront accessibles au public.

Ce qui apparaît dès aujourd'hui, c'est une diplomatie brillante de la Chancellerie d'Etat de Léon XIII. Pour la question de la nationalité du vicaire apostolique du Sahara et du Soudan, le Vatican fit savoir à l'ambassadeur français qu'un arrangement serait possible; Rome serait prêt à se conformer aux désirs du gouvernement français si celui-ci s'engageait à soutenir l'activité du titulaire en question. Pratiquement, cela revenait à exiger l'autorisation d'établir une mission au Soudan et d'autre part, l'affectation d'une aide financière rendant le travail missionnaire possible. Rome entendait par là surtout l'octroi d'une allocation annuelle de 10 000 francs au vicaire apostolique, somme équivalant au montant attribué aux évêques de France²⁴. C'était là le prix demandé par Rome en échange d'un compromis dans les questions de nomination aux charges ecclésiastiques. Paris était prêt à le payer pour sauvegarder ses intérêts dans ces régions de l'Afrique²⁵. L'Algérie et le Soudan, les premiers intéressés, répartirent la charge entre eux²⁶.

²⁴ Ambassadeur français Vatican à Min. A. E. (Rome, 29-9-1894). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1118, 1894 (pièce 101—102).

²⁵ Il est à noter que M. Delcassé a si totalement changé d'avis qu'il demanda même au gouverneur du Soudan de «décharger la mission de ses dépenses dans une certaine mesure». Min. Col. à Gouverneur Soudan (Paris, 23-11-1894). ANSOM, Soudan X, 5. — Autre fait significatif: le gouverneur du Soudan, après réception de la lettre ministérielle lui expliquant l'arrière-plan politique de l'initiative des Pères Blancs, accorda 10.000 F au projet des Pères, au lieu des 5.000, demandés par le Ministre. Le revirement est considérable, depuis le jour où il s'était opposé à l'établissement d'une mission pour des raisons financières.

²⁶ Gouverneur Soudan à Min. Col. Dépêche télégraphiée (Kayes, 13-11-1894). ANSOM, Soudan X 5. — Min. A. E. à Min. Col. (Paris, 23-1-1895). ANSOM, Afrique VI, 131.

U. Les négociations

Après s'être assuré l'accord de l'Algérie et du Soudan, le Quai d'Orsay put donc charger l'ambassadeur au Vatican de commencer les pourparlers :

«La question se trouvant ainsi réglée, en ce qui nous concerne, au point de vue financier, je vous prie d'engager dès à présent auprès de la Chancellerie pontificale, les négociations utiles, en vue de l'accord formel que nous désirons conclure. Il est bien entendu, d'ailleurs, que l'attribution du traitement de 10 000 F dont il s'agit, est subordonnée à la conclusion d'un arrangement qui serait constaté par écrit, sous la forme que vous jugeriez la plus convenable, et par lequel la Cour de Rome s'engagerait à ne jamais nommer au vicariat du Sahara qu'un ecclésiastique français²⁷.»

Le but et les conditions de l'accord à conclure sont clairement indiqués. Paris entendait bien ne permettre et ne favoriser l'installation missionnaire que si la question de la nationalité avait trouvé une solution satisfaisante.

Ce point de vue se manifeste encore plus nettement dans un *Pro Memoria*, transmis au cardinal Rampolla :

«La Sacrée Congrégation de la Propagande ayant définitivement réglé la question relative aux limites du Vicariat Apostolique du Sahara qui se trouve compris tout entier dans la sphère d'influence française, le Gouvernement de la République a pensé qu'il lui appartenait de prendre l'initiative de mesures destinées à assurer le développement régulier des missions catholiques établies dans ces vastes territoires. Il serait disposé, pour sa part, à garantir le versement d'une allocation annuelle de 10 000 F au Vicariat Apostolique du Sahara, dans le cas où le Saint-Siège, entrant lui-même dans ces vues, s'engagerait de son côté à ne jamais placer à la tête de ce Vicariat qu'un ecclésiastique français. L'Ambassade de la République est autorisée à entrer dès à présent en pourparlers avec la Chancellerie pontificale en vue d'arriver à un arrangement qui devrait être constaté par écrit dans la forme qui paraîtrait la plus convenable²⁸.»

Paris se déclare prêt à contribuer au développement régulier des missions catholiques. Cette formulation vague permettait des interprétations fort diverses pouvant même aller jusqu'à une totale mainmise sur l'œuvre missionnaire. D'autre part, la contribution de Paris était soumise à la signature préalable par le Vatican du contrat proposé. Son point saillant était l'engagement requis de la part de Rome «à ne jamais placer à la tête de ce Vicariat qu'un ecclésiastique français». La portée politique et le caractère définitif de cet engagement exprimaient bien les vues du gouvernement; mais cela montrait également le manque de sens diplomatique des contractants français qui croyaient sérieusement que Rome accepterait de telles conditions.

²⁷ Min. A. E. à Ambassadeur français Vatican (Paris, 23-1-1895). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1119, 1895 (pièce 70—71).

²⁸ Copie en fut adressée au Ministre des Colonies. Min. A. E. à Min. Col. (Paris, 21-2-1895). ANSOM, Afrique VI, 131.

Pour mener à bien ces négociations, le ministre des affaires étrangères, poussé par son ambassadeur au Vatican²⁹, demanda à son collègue du département des Colonies de ne pas retarder le départ des premiers missionnaires; un départ immédiat, loin de nuire aux pourparlers à entamer en faciliterait plutôt l'avènement en ce qu'il pourrait faire éviter l'intervention de la Propagande dans les débats³⁰.

Cette démarche se basait sur un malentendu³¹; elle ne découvrit pas moins pour autant l'arrière-plan politique du Quai d'Orsay. La combinaison, cependant, ne devait pas aboutir.

Une deuxième mesure avait été prise pour ne pas gêner les pourparlers: Mgr Toulotte avait renoncé à conduire personnellement la première caravane de missionnaires. Ce voyage fut déclaré «de simple reconnaissance», «d'exploration»³².

Malgré ces précautions de la part du gouvernement comme de la part des Pères Blancs, les pourparlers n'ont pas conduit au résultat attendu. Dès la remise du document, le Secrétaire d'Etat, le cardinal Rampolla, fit part de ses doutes à propos de l'engagement définitif. Même une certaine pression exercée par l'ambassadeur ne put l'en détourner³³. Ce

²⁹ «Il semble que les Pères désignés pour la mission de Tombouctou auraient grand intérêt à se mettre en route le plus tôt possible, et il est à craindre qu'un ajournement ne fournisse au préfet de la Propagande un prétexte pour intervenir dans les pourparlers que nous avons entamés avec le Secrétaire d'Etat. Ces pourparlers doivent avoir un caractère confidentiel, et ils comportent inévitablement quelque lenteur.» Ambassadeur français Vatican à Min. A.E. (Rome, 8-11-1894). Archives A.E., Corr. pol., St-Siège, 1118, 1894 (pièce 203—204).

³⁰ Min. A. E. à Min. Col. (Paris, 28-11-1894). ANSOM, Afrique VI, 122a.

³¹ Le Ministre des Colonies n'avait jamais eu l'intention de retarder le départ des pères; il l'avait, du reste, fixé au 25 décembre 1894. Le départ était donc imminent. — Min. Col. à Min. A. E. (Paris, 13-12-1894). ANSOM, Afrique VI, 122a.

³² Hacquard à Min. Col. (Paris, 1-11-1894). ANSOM, Soudan X, 5. Plus clairement encore: lettre au député François Deloncle: «Au cours de l'été dernier, Mgr Toulotte voulait se rendre en personne sur le Niger, établir les missionnaires dans cette partie encore inoccupée de sa juridiction spirituelle. Aujourd'hui, il y renonce à cause des questions pendantes entre le gouvernement et la Propagande et pour éviter de préjuger. Avant d'être érigée en vicariat apostolique, il est nécessaire que la mission du Soudan ait pris un certain développement, et provisoirement elle est administrée par Mgr Toulotte: les missionnaires qu'il y envoie, dépendent de lui et n'ont aucune situation officielle vis-à-vis du gouvernement, ni vis-à-vis de la Propagande.» Hacquard à François Deloncle (Paris, 5-11-1894). ANSOM, Soudan X, 5.

³³ «J'ai fait aussitôt observer à mon éminent interlocuteur que le Gouvernement de la République ne pouvait s'engager à prêter un concours pécuniaire à une institution dont le caractère national ne serait pas nettement établi et je ne lui ai pas caché que l'attribution de l'allocation de 10.000 F. était strictement subordonnée à la conclusion d'un arrangement qui devrait être constaté par

que le Ministre de l'Extérieur avait craint, se réalisa: le cardinal Ledóchowski, préfet de la Propagande, se mêla de l'affaire et la fit échouer en refusant un accord formel. La Propagande, dit-il, serait très réticente devant des engagements perpétuels³⁴. Pour sauver l'affaire et les intérêts du Vatican impliqués en elle, le cardinal Rampolla proposa un compromis au gouvernement français: au lieu d'insister sur un accord formel, on pourrait obtenir, de facto, le même résultat en accordant l'allocation prévue au vicaire apostolique aussi longtemps que celui-ci serait de nationalité française. Dans ce cas, la Propagande, certainement, descendrait toujours aux désirs du gouvernement³⁵.

Cette décision romaine était un chef-d'œuvre de politique ecclésiastique, attentive à faire jouer les intérêts des parties contractantes; Rome n'avait pas beaucoup à perdre, alors que pour la France son influence et sa position incontestées en Afrique du Nord risquaient d'être mises en jeu. C'est pour cela que Paris ne se contenta pas tout de suite de la solution adoptée par Rome. Il y eut encore une remise d'un deuxième document, d'une 'note confidentielle', transmise par le Ministre des Affaires Etrangères en personne au Nonce Apostolique à Paris, le 27 mars 1895³⁶. Mais après cette démarche, l'affaire semble être totalement tombée dans l'oubli³⁷. Paris avait, sans doute, compris le parti à tirer du fait que ses mains n'avaient pas été liées pour toujours. Du reste, ses visées avaient été réalisées, sinon en droit, du moins en fait.

VI. L'établissement de la mission

Après ces activités diplomatiques diverses, couronnées d'un succès inégal, une chose était certaine: après avoir semblé être un jouet entre deux parties puissantes, l'œuvre missionnaire l'emportait. Les premiers Pères Blancs quittèrent Marseille fin décembre 1894 et arrivèrent à destination trois mois plus tard; le 1^{er} avril 1895, ils fondèrent la première mission à Ségou, le 21 mai ils entrèrent dans la ville de Tombouctou.

écrit et par lequel la Cour de Rome s'engagerait définitivement à je jamais choisir le vicaire apostolique du Sahara en dehors des ecclésiastiques français.» Ambassadeur français Vatican à Min. A. E. (Rome, 8-2-1895). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1119, 1895 (pièce 130—133).

³⁴ Ambassadeur français Vatican à Min. A. E. (Rome, 5-3-1895). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1119, 1895 (pièce 198—199).

³⁵ *ibidem*

³⁶ Min. A. E. à Ambassadeur français Vatican (Paris, 8-4-1895). Archives A. E., Corr. pol., St-Siège, 1119, 1895 (pièce 313).

³⁷ Du moins, les Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Correspondance politique, Saint-Siège, et les Archives Nationales, Section Outre-Mer, n'en parlent-elles plus.

Le vicaire apostolique, Mgr Toulotte, les rejoignit par la deuxième caravane, au cours de l'année 1896. Paris resta fidèle à ses engagements; en plus de l'allocation accordée au vicaire apostolique, on assura même le transport des missionnaires jusqu'à Dakar où ils furent pris en charge par les autorités coloniales locales.

Ce n'est qu'en 1900 qu'une lettre ministérielle changea le système en transformant l'allocation du chef de mission en une subvention scolaire soumise à des conditions de contrôle bien définies. La motivation de cette décision était cependant significative: «Les missionnaires... ne se préoccupent pas suffisamment de propager les connaissances pratiques pouvant servir la cause de la colonisation française³⁸».

Le Gouvernement pesait donc les services rendus par les pères en échange des subventions données. C'était là la conséquence naturelle et nécessaire du marchandage auquel Rome et la Société des Pères Blancs avaient cru devoir donner leur consentement.

Conclusion

Dans le contexte colonial, toute initiative missionnaire revêtait nécessairement un caractère politique. Les puissances coloniales veillaient jalousement sur toute influence s'exerçant dans leurs *possessions*. Tout Européen était considéré, par elles aussi bien que par la population autochtone, comme un personnage politique. L'époque des grandes rivalités coloniales exigeait pareille attitude. Les missionnaires et leur œuvre en subirent le contrecoup: ils dépendaient bon gré mal gré des bonnes dispositions des puissances européennes. Sans leur autorisation et leur appui une activité apostolique était pratiquement impossible. D'autre part, le gouvernement colonial essayait de se servir des missionnaires et de leur présence comme moyen d'influence pour consolider sa domination politique. Dans cette optique, les pères devaient réaliser la *conquête morale* des gens, la *conquête du cœur*. Par là plus encore que par la dépendance du secours gouvernemental l'œuvre missionnaire eut nécessairement une dimension politique.

Ce passage du plan spirituel à la réalité politique se fit dans la mission du Soudan dès avant son établissement. Son seul projet avait donné l'occasion au Ministre des Affaires Etrangères de concrétiser un plan d'action. L'inquiétude du gouvernement au sujet d'un développement politique possible de la Société des Pères Blancs avait déjà été augmentée par un décret de la Propagande qui pouvait être lourd de conséquences. Un plan politique se dessina pour réagir contre cette éventualité, lorsque survint la demande des Pères Blancs. Elle dut subir les conséquences de cette situation: elle fut agréée parce qu'elle pouvait rendre service aux

³⁸ Min. Col. à Supérieur des Pères Blancs (Paris, 29-10-1900). Archives de la Maison Généralice des Pères Blancs, Rome, C 11 A, «Autorités civiles».

visées politiques du Gouvernement. Si la nouvelle mission reçut même le soutien financier de la puissance coloniale, c'était pour avoir un moyen de pression sur Rome et une possibilité d'intervention dans cette activité missionnaire. La France donna son accord et son appui à la mission du Soudan par calcul politique, non pas par un intérêt religieux quelconque. Or Rome, tout en connaissant ces conditions, donna son consentement.

On s'attendrait à voir l'attitude du Vatican marquée nettement par des préoccupations religieuses. Il n'en était pas ainsi. Le Vatican était devenu, lui aussi, une puissance politique. Le décret du 15-7-1893 n'était pas sans arrière-pensée politique, même s'il est encore difficile, à l'heure actuelle, d'en définir la visée exacte. La pensée de pouvoir exercer une certaine pression sur la France en vue d'une implantation missionnaire dans les nouvelles colonies, n'était certes pas étrangère à l'élaboration du décret.

L'ambition politique du Saint-Siège était plus nettement visible dans l'accord pratique sur la clause de nationalité: Rome a fait payer ses avances sans tenir compte du fait que par ce marchandage l'activité missionnaire fut soumise, de droit, à la surveillance et aux directives du gouvernement colonial. Visiblement, le Vatican a attaché plus d'importance à l'appui financier de Paris.

Cette attitude s'explique par les nécessités politiques, mais aussi par la mentalité et la conception théologique de l'époque: Rome et l'Eglise en général voyaient dans l'œuvre missionnaire une tâche commune de l'Etat et de l'Eglise; l'Eglise avait le droit d'associer le pouvoir civil à son travail apostolique; conception rejetée définitivement par le gouvernement français quelques années plus tard. Mais déjà avant la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, la collaboration entre les deux partenaires avait cessé, non pas à l'initiative de Rome, mais à celle de Paris. Le tort du Vatican avait été de ne pas comprendre les signes du temps et d'avoir voulu se servir de l'Etat pour réaliser son propre objectif. Or l'Etat français était justement préoccupé de s'affranchir de toute influence de l'Eglise. Ni le Vatican, ni les Pères Blancs n'ont compris la gravité du conflit qui s'annonçait. Ils ont continué à penser leur activité missionnaire en sous-estimant cette neutralité qui se cherchait. Cette attitude portait en elle les germes d'un conflit inévitable entre la mission et le gouvernement.